

[ANNEE]

Version de travail : les éléments en bleu et en italique sont des commentaires, remarques, recommandation et autres points d'attention seront retenus uniquement dans la version 'négociateur Couperin' mais ne figureront pas dans la version publique du document.

[ETABLISSEMENT]

et

[EDITEUR OU DIFFUSEUR]

CONTRAT DE LICENCE COUPERIN [NOM DU PRODUIT]

Avertissement : Le présent document est un modèle pouvant servir de base à la conclusion de contrats de licence. La licence afférente à chaque accord sera le résultat du travail de négociation menée par le consortium Couperin. Les licences signées entre les établissements et les éditeurs ou diffuseurs respecteront les termes convenus et négociés

A minima, doivent être renseignés et complétés les éléments surlignés en bleu dans le présent modèle

CONTRAT DE LICENCE

[NOM DU PRODUIT]

Entre

[NOM LEGAL COMPLET DE L'ETABLISSEMENT]

[ADRESSE COMPLETE DE L'ETABLISSEMENT]

N° de SIRET :

Code APE :

TVA intra-communautaire :

Représenté par son [TITRE : PRESIDENT OU DIRECTEUR], [NOM DU PRESIDENT OU DU DIRECTEUR]

Ci-après dénommé « l'Abonné »

et

SOCIETE EDITRICE DE MEDIAPART,

SAS au capital de 24 864,88 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 500 631 932, dont le siège social est situé 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris
(Ci-après nommé le « Concédant »)

Représenté par Cécile Sourd, Directrice générale]

Numéro de Licence _____

Ce contrat de licence (ci-après appelé le « Contrat ») entre les Preneurs de Licence et le Concédant est établi pour une durée de un an à compter du [DATE] (ci-après appelée la « Date d'entrée en vigueur ») au [DATE].

Ce contrat de licence s'appuie sur le modèle de contrat élaboré pour les revues électroniques par le consortium Couperin.org

Ce contrat est conclu suite à une négociation menée par le consortium.

Les parties sont convenues, compte tenu des accords mutuels contenus dans les présentes et d'une contrepartie tangible réputée reçue et suffisante, par les présentes, des clauses suivantes :

1. PRÉAMBULE

Ce contrat de licence concerne les accès en ligne aux éléments sous licence énumérés dans l'annexe 2.

Le Concédant propose par le biais d'Internet un journal numérique quotidien d'information générale, constitué d'articles, reportages, vidéos et podcasts ; l'intégralité du journal et de ses éléments est protégée par le droit d'auteur. (ci-après appelés « Contenu publié par Mediapart»). Voir en annexe la liste des revues, ouvrages ou modules pour lesquels le fournisseur s'engage à maintenir un accès pendant la durée de l'abonnement.

Ces éléments sont disponibles sur le site web du journal www.mediapart.fr (ci-après nommé « Site Mediapart »).

Certains éléments diffèrent selon qu'il s'agit d'un Groupement de commande ou non. Là où des variantes sont pertinentes le document présentera des colonnes distinctes : dans le cadre d'un GC / hors GC. Cela permettra également de distinguer ce qui relève de la licence d'utilisation vs. du CCP.

GC	Hors GC
<p>Contrat de licence a pour objectif de permettre l'accès au profit des Preneurs de Licences aux versions électroniques des produits décrits en Annexe 2.</p> <p>HIERARCHIE DES ELEMENTS DU CONTRAT</p> <p>Par « Contrat», on entend le présent document et ses annexes, telles que listées ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La licence 2. Les annexes, qui font partie intégrante des présentes : <p>Annexe 1 : Modalités et conditions tarifaires Annexe 2 : Liste des Éléments sous Licence – Souscrits Annexe 3 : Description du ou des site(s) [de l'Abonné] et liste des adresses IP</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Les Conditions générales de vente du Concédant 4. Le CCAP et le CCTP 5. Le CCAG <p>En cas de contradiction entre les différents documents, le document de niveau supérieur prévaudra pour l'obligation en cause.</p>	<p>Contrat de licence a pour objectif de permettre l'accès au profit des Preneurs de Licences aux versions électroniques des produits décrits en Annexe 2.</p> <p>HIERARCHIE DES ELEMENTS DU CONTRAT</p> <p>Par « Contrat», on entend le présent document et ses annexes, telles que listées ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La licence 2. Les annexes, qui font partie intégrante des présentes : <p>Annexe 1 : Modalités et conditions tarifaires Annexe 2 : Liste des Éléments sous Licence – Souscrits Annexe 3 : Description du ou des site(s) [de l'Abonné] et liste des adresses IP</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Les Conditions générales de vente du Concédant <p>En cas de contradiction entre les différents documents, le document de niveau supérieur prévaudra pour l'obligation en cause.</p>

2. DEFINITIONS

Les termes suivants revêtent, dans le présent contrat, l'acception indiquée en regard :

« **ABONNÉ** » : dans les présentes, [NOM DE L'ETABLISSEMENT] est « l'Abonné ».

« **UTILISATEURS AUTORISÉS** » Aux fins de ce contrat, les « Utilisateurs autorisés » du Preneur de licence sont les personnes suivantes :

- Les étudiants en formation initiale et continue ; les étudiants effectuant un stage dans l'établissement, encadré par une convention de stage ; les étudiants inscrits dans l'établissement effectuant une partie de leurs études dans un autre établissement ; les étudiants préparant un doctorat co-habilité inscrits dans l'établissement partenaire.
- Les chercheurs et enseignants-chercheurs officiellement rattachés au « Preneur de licence », quel que soit leur lieu de travail principal ; les personnes chargées temporairement d'enseignement dans l'établissement, pendant la durée de cet enseignement ; les chercheurs d'un autre établissement invités par l'établissement dans le cadre d'une convention, pendant la période couverte par cette convention.
- Les autres salariés réguliers de l'établissement, quel que soit leur lieu de travail principal.
- Les personnes inscrites en bonne et due forme à la bibliothèque, soit dans le cadre d'une convention, soit à titre individuel, sous réserve de leur inscription dans l'annuaire informatique de l'établissement client et/ou du système de gestion de la bibliothèque concernée.

- Les visiteurs ou usagers occasionnels de l'établissement (walk-in users), qui peuvent accéder à la ressource uniquement depuis un poste de consultation situé dans les locaux de l'établissement.

« **ELEMENTS SOUS LICENCE** » : les Éléments sous licence faisant l'objet de ce contrat sont précisés dans l'Annexe 2 jointe à ce contrat (ci-après appelés les « Éléments sous Licence »).

« **USAGE PEDAGOGIQUE** » : désigne les fins d'éducation, d'enseignement, d'enseignement à distance, d'étude privée et / ou de recherche.

« **PROPRIETE INTELLECTUELLE** » : désigne les marques, brevets déposés ou accordés, droits d'auteur, droits sur des idées, les dessins et modèles, les œuvres de l'esprit, les œuvres dérivées, et tout autre élément de protection de la création intellectuelle.

« **RESEAU SECURISE** » : désigne un réseau qui n'est accessible qu'au moyen d'une authentification sécurisée.

« **ACCES SECURISE** » : désigne un accès contrôlé des utilisateurs autorisés aux éléments sous Licence :

- par le biais du (des) nom(s) de domaine et des catégories spécifiques d'adresses Internet Protocol ("IP") indiquées par [l'Abonné] à l'Annexe 3

Désigne également un accès des utilisateurs autorisés à distance, sécurisé et en mode « nomade », depuis tout point géographique situé dans et hors le site de l'établissement.

L'accès à distance, sécurisé et en mode « nomade », est contrôlé par [l'Abonné] à l'aide d'un système SSO (Single Sign On) via des serveurs de type proxy ou via tout autre système d'identification et d'authentification comme les systèmes de contrôle d'accès à des services web sur souscription (fédération d'identité par protocole Shibboleth¹).

Peut enfin désigner tout système d'authentification qui serait appelé à se développer dans l'avenir et qui serait approuvé par le Concédant et par [l'Abonné].

« **DROITS D'ACCES** » : désigne les droits payés par [l'Abonné] pour accéder aux produits sous licence et les utiliser.

"METADONNEES" : ensemble structuré d'informations techniques, de gestion et de description attaché à une donnée servant à décrire les caractéristiques des Données en vue de faciliter leur repérage, leur gestion, leur consultation, leur usage ou leur préservation. (la liste minimale de celles attendues sera précisée en annexe)

« **USAGE COMMERCIAL** » : désigne l'utilisation des produits sous licence dans le but d'en retirer un profit financier (par ou pour [l'Abonné] ou un utilisateur autorisé) par le biais de la vente, la revente, le prêt, le transfert, la location ou toute autre forme d'exploitation des produits sous licence.

Ni les droits d'accès, ni le reversement d'une participation financière par les utilisateurs autorisés [à l'Abonné], ni l'utilisation par [l'Abonné] ou les utilisateurs autorisés des produits sous licence dans le cadre d'une recherche supportée financièrement par une organisation commerciale ne sont considérés comme des usages commerciaux.

¹ Description à <https://www.internet2.edu/products-services/trust-identity/shibboleth/> (lien visité le 05/09/2023),

<https://services.renater.fr/federation/introduction/la-federation-education-recherche/fer-idps> (lien visité le 05/09/2023).

« **PERIODE DE SOUSCRIPTION** » : désigne la période d'ouverture des accès aux produits sous licence tels que décrits dans l'Annexe 2.

3. CONTRAT

Les parties sont convenues du contrat suivant :

Article 1. CONTENU DES ÉLÉMENTS SOUS LICENCE ; OCTROI DE LA LICENCE

1.1 Le Concédant octroie par les présentes à [l'Abonné] le droit non-exclusif d'utiliser les Éléments sous Licence et de donner accès aux Éléments sous Licence à des Utilisateurs autorisés par le biais du réseau sécurisé [de l'Abonné] conformément à ce contrat.

1.2 [L'Abonné] reconnaît que les Éléments sous Licence sont protégés par le droit d'auteur et/ou le droit sur les bases de données. Tous les droits non octroyés de manière spécifique [à l'Abonné] sont réservés expressément.

1.3 Si [l'Abonné] propose un accès public à sa collection de bibliothèque, il peut également proposer l'accès et autoriser la reproduction des Éléments sous Licence par des membres du public à des fins d'étude ou de recherche.

Article 2. DESCRIPTION DE L'ACCÈS AUTORISÉ

2.1 Le Concédant propose un accès contrôlé aux Éléments sous Licence par le biais du (des) nom(s) de domaine et des catégories spécifiques d'adresses Internet Protocol ("IP") indiquées par [l'Abonné] à l'Annexe 3.

2.2 Le Concédant autorise un accès à distance, sécurisé et en mode « nomade », depuis tout point géographique situé dans et hors le site de l'établissement.
L'accès à distance, sécurisé et en mode « nomade », est contrôlé par [l'Abonné] à l'aide de tout système d'identification et d'authentification comme par exemple les produits VPN, les systèmes SSO (Single Sign On), les annuaires LDAP, couplés à l'usage de tout type de serveurs mandataires ou *via* tout autre système de contrôle d'accès à des services web sur souscription comme les fédérations d'identités suivant par exemple le protocole Shibboleth.

Article 3. DESCRIPTION DE L'USAGE AUTORISÉ

3.1 Le Concédant permet aux Utilisateurs autorisés

3.1.1 de naviguer, rechercher, interroger, visualiser, les articles et autres contenus du Site Mediapart, et plus généralement tous les éléments sous licence distincts ou des résumés à des fins d'étude, d'enseignement, de recherche ou d'usage personnel ;

3.1.2 de télécharger et stocker temporairement des articles distincts ou des résumés ; d'imprimer des copies d'articles aux seules fins d'étude, d'enseignement, de recherche ou d'usage personnel.
La reproduction et le stockage sont limités à un nombre raisonnable non significatif d'éléments.

3.1.3 d'utiliser une part raisonnable des Éléments sous Licence dans la préparation de supports de cours ou autres documents pédagogiques, y compris reproduction partielle des éléments sous licence sur support dédiés ou informatiques. Le Concédant reconnaît aux usagers la possibilité de travailler sous toute forme collaborative sur ces documents.

3.1.4 Sous réserve de l'accord préalable, exprès et systématique de Mediapart, d'utiliser des extraits en format imprimé ou électronique des éléments sous licence dans les travaux universitaires tels que les thèses et mémoires, ceci incluant les reproductions desdits travaux pour un usage personnel ou pour

dépôt dans les bibliothèques. Des reproductions en format papier ou électronique desdits travaux peuvent être communiquées, le cas échéant, aux commanditaires de ces travaux. Chaque extrait doit mentionner toute donnée permettant d'identifier la source, le titre et l'auteur.

3.2 Recherche *via* un portail

[L'Abonné] peut mettre en place des outils fédératifs de type portail documentaire ou Discovery tools décrits dans une fiche technique contenant les éléments permettant de contrôler les limitations d'accès (Annexe 3 du Contrat de Licence) pour l'accès aux Éléments sous Licence.

Le Concédant s'engage à transmettre toutes les informations nécessaires au bon référencement des Éléments sous licence aux producteurs de ces outils.

3.3 Vie privée :

Le Concédant s'engage à respecter les recommandations de la CNIL relatives à la protection des données personnelles et Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD²)

Nous rappelons notamment que Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, prévoient dans son art 5 « Les données à caractère personnel doivent être collectées pour des **finalités déterminées, explicites et légitimes**, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités; » et (art 46) qu'« En l'absence de décision en vertu de l'article 45, paragraphe 3, **le responsable du traitement ou le sous-traitant ne peut transférer des données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale que s'il a prévu des garanties appropriées** et à la condition que les personnes concernées disposent de droits opposables et de voies de droit effectives. »

Les deux parties se conformeront à toutes les exigences de la Législation sur la Protection des Données applicables à leur rôle de Sous-traitant ou de Responsable du Traitement, selon le cas. Le présent Avenant s'ajoute aux obligations d'une partie en vertu de la Législation sur la Protection des Données et ne libère, ne supprime et ne remplace pas lesdites obligations.

Les dispositions et modalités de protection de la vie privée par le concédant sont détaillée dans la page <https://www.mediapart.fr/confidentialite>

Article 4. DROITS D'ACCES PERENNE ET D'ARCHIVAGE

Aucun archivage pérenne des contenus n'est prévu par le concédant

Article 5. RESTRICTIONS D'USAGE SPECIFIQUES CONCERNANT LES ELEMENTS SOUS LICENCE

5.1 Ni [l'Abonné] ni ses Utilisateurs autorisés ne peuvent modifier, adapter, transformer, traduire ou créer quelque œuvre dérivée sur quelque support sur la base de ou comprenant tout élément contenu dans les Éléments sous Licence, ou utiliser de tels éléments d'une autre manière susceptible de porter atteinte au droit d'auteur ou autres droits de propriété y afférents. Il est interdit d'enlever, masquer ou modifier de quelque façon que ce soit toutes mentions de droit d'auteur, de marque ou de propriété, mentions d'auteur ou autres notifications ou clauses de non-responsabilité incluses par le Concédant dans les Éléments sous Licence. [L'Abonné] publiera des avis appropriés et prendra des mesures suffisantes pour s'assurer que les Utilisateurs autorisés sont informés des conditions d'application de la législation sur le droit d'auteur et des restrictions prévues dans ce contrat en ce qui concerne la reproduction, l'emploi et la transmission des Éléments sous Licence.

² [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32016R0679R\(02\)&qid=1528814703534&from=en](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32016R0679R(02)&qid=1528814703534&from=en)

5.2 Aucune publication de tout ou partie d'un Élément sous licence sur des sites Internet personnels ou institutionnels, blogs, réseaux sociaux ou tout autre support n'est autorisée.

5.3 Il n'est possible d'utiliser les Éléments sous Licence, directement ou indirectement, pour aucun des objectifs suivants :

5.3.1 La reproduction en grande quantité ou systématique que ce soit à usage commercial ou non lucratif ou moyennant paiement ou gratuitement; les seules reproductions autorisées étant celles mentionnées à l'article 3.1.6 ci-avant.

5.3.2 La rediffusion, revente ou la concession de sous-licence de quelque manière que ce soit y compris en rapport avec un service payant excepté selon les modalités décrites dans l'Annexe 1.

5.3.3 La fourniture ou la diffusion de copies uniques ou multiples quelle que soit leur forme à quiconque n'est pas un Utilisateur autorisé.

5.3.4 La diffusion de toute partie des Éléments sous Licence sur quelque réseau électronique que ce soit, autre que le réseau sécurisé [de l'Abonné].

5.4 L'utilisation de tout ou partie des Éléments sous Licence à des fins lucratives (que ce soit par [l'Abonné] ou tout Utilisateur autorisé) moyennant la vente, la cession ou une autre forme d'exploitation des Éléments sous Licence. La reproduction ou la diffusion de copies électroniques ou imprimées des Éléments sous Licence à des fins commerciales ou promotionnelles est expressément interdite.

5.5 L'usage d'un robot ou d'un aspirateur de site web est strictement prohibé.

Article 6. OBLIGATIONS DU CONCEDANT

6.1 Dès le début de la période d'abonnement, le Concedant mettra les Éléments sous Licence sous forme numérique à la disposition [de l'Abonné] et des Utilisateurs autorisés.

6.2.1 Le Concedant fera de son mieux pour assurer [à l'Abonné] l'accès en ligne ininterrompu et la mise à disposition continue des Éléments sous Licence conformément à ce contrat et pour rétablir l'accès aux Éléments sous Licence dans les meilleurs délais dans l'éventualité d'une interruption ou d'une suspension du service due à une panne du serveur du Concedant. Le Concedant garantit un temps moyen de fonctionnement de 98 % par an, les 2 % restant comprenant les travaux de maintenance et de réparation se déroulant à des heures causant le moins de désagrément possible aux Abonnés.

Le non-respect de la garantie de fonctionnement visée au paragraphe ci-dessus pendant **une période continue supérieure à soixante-douze (72) heures consécutives, ou une période supérieure à 8 jours cumulés par an**, le Concedant sera redevable au bénéfice du ou des Abonné(s) concerné(s) d'une pénalité telle que calculée au paragraphe suivant, sans préjudice du droit pour le ou les Abonné(s) concerné(s) de résilier son(leur) Abonnement 15 jours après mise en demeure de rétablir l'accès aux Abonnements restée infructueuse.

Le montant de la pénalité est calculé par application de la formule suivante : $P = R * M / 365$

P = le montant de la pénalité en euros, R = nombre de jours de défaut d'accès continu aux Abonnements à compter 4ème jour de défaut d'accès continu ou du 9eme jour cumulé dans l'année.
M = montant annuel dû par l'Abonné. Le montant pris en compte est celui de l'année durant laquelle est constaté le défaut d'accès.

Nonobstant ce qui précède, le Concedant ne sera pas responsable de toute interruption de l'accès aux Abonnements si cette interruption résulte de (i) dysfonctionnements du matériel ou des logiciels des Utilisateurs Autorisés concernés ou de l'absence de sauvegarde, d'anti-virus ou de protection appropriée, (ii) d'une utilisation inappropriée ou non conforme aux instructions des Prestations par

l'Abonné ou un Utilisateur Autorisé (en ce compris le défaut d'installation de toute mise à jour préconisée par le Concédant), (iii) d'une décision administrative ou judiciaire ou (iv) d'une action malveillante commise par un tiers (cyberattaque, Ddos etc.). Dans ces cas, le Concédant proposera quand cela est possible des voies d'accès alternatives à la ressource.

6.2.2 Garantie de continuité de service en cas d'évolutions techniques de la plateforme

Le Concédant s'engage à informer l'Abonné avant toute évolution technique majeure de la plate-forme ayant un impact direct sur l'accès à la ressource, il va de soi que l'Abonné est prévenu aussi tôt que possible idéalement dans un délai de 2 mois si le Concédant en a la possibilité (authentification, url, liens profonds par exemple). Il devra fournir dans le même délai toutes les informations nécessaires aux modifications à apporter par l'Abonné pour continuer d'accéder à la ressource.

6.3 Le Concédant se réserve le droit de retirer des Éléments sous Licence tout élément ou partie d'élément dont il ne détient plus le droit de publication.

6.4 Le Concédant propose aux Utilisateurs autorisés, pendant les heures de bureau officielles, une assistance et un service d'aide aux utilisateurs, par messagerie électronique, visio ou audioconférence, incluant un service de réponse électronique aux questions relatives à l'utilisation, aux fonctionnalités et au contenu des Éléments sous licence.

6.5 Le Concédant s'engage à fournir gratuitement la documentation disponible sur ses produits électroniques [à l'Abonné]. Le Concédant autorise la copie de cette documentation par [l'Abonné] à destination des Utilisateurs autorisés, à condition que cette reproduction soit complète ou fasse mention de la propriété du Concédant.

Article 7. OBLIGATIONS [DE L'ABONNÉ]

7.0.1 [L'Abonné] ne donne l'accès à l'information souscrite qu'aux Utilisateurs autorisés ; il fait ses meilleurs efforts pour s'assurer que les Utilisateurs autorisés ne permettent l'accès à des tiers.

7.0.2 [L'Abonné] fournit au Concédant une liste d'adresses IP valides (IP v4 ou IP v6) et met à jour cette liste selon une périodicité déterminée par les deux parties. Le fournisseur s'engage à assurer une compatibilité avec les derniers protocoles en usage (IPV6 , notamment).

Le Concédant ne peut imposer à l'Abonné le passage par un tiers pour communiquer ses adresses IP , il doit pouvoir les communiquer directement au Concédant.

7.0.3 [L'Abonné] fait de son mieux, y compris mais sans limitation en utilisant une authentification sécurisée, pour garantir que seuls les Utilisateurs autorisés ont accès aux Éléments sous licence.

7.0.4 S'il constate un usage des Éléments sous licence ou un accès à ces éléments contraire aux dispositions de ce contrat, [L'Abonné] en informera le Concédant, et prendra toutes les mesures en son pouvoir pour que cet usage ou cet accès cesse et fournira son aide au Concédant pour mettre fin à ces pratiques.

7.0.5 [L'Abonné] ne sera pas tenu pour responsable vis-à-vis du Concédant pour toute inexécution des conditions de ce contrat par tout Utilisateur autorisé dans la mesure où [l'Abonné] n'a pas facilité ou encouragé cette inexécution intentionnellement ou par négligence ou permis à une telle inexécution de continuer après en avoir été effectivement avisé.

7.0.6 Utilisation non Autorisée

Dans le cas d'une quelconque utilisation non autorisée des Eléments sous Licence par [l'Abonné], le Concédant en informera immédiatement l'Abonné. Il pourra suspendre l'accès le temps pour [l'Abonné]

de mettre en place les mesures de protection nécessaire. S'il n'est pas remédié à l'utilisation non autorisée dans les trente (30) jours, le Concédant pourra résilier pour faute le présent contrat de Licence pour [l'Abonné] qui n'a pas remédié à l'utilisation non autorisée et exiger le paiement des sommes restant dues jusqu' à la fin de la Licence, sans préjudice de tout dommages-intérêts.

7.1 [L'Abonné] reconnaît que le maintien de l'intégrité des éléments sous Licence fournis par le Concédant, y compris les restrictions en matière de reproduction, d'usage et de transmission telles que prévues dans les présentes, et le fait de veiller à ce que l'emploi des éléments sous Licence est limité aux Utilisateurs autorisés sont essentielles à la conclusion de la présente licence. [L'Abonné] reconnaît au Concédant le droit de surveiller l'accès aux éléments sous Licence et leur utilisation afin de détecter un usage abusif des éléments sous Licence et pour en informer [l'Abonné]. Dans l'éventualité où un Utilisateur autorisé ferait un usage non autorisé quel qu'il soit des éléments sous Licence, [l'Abonné] prendra toutes les mesures prévues dans son règlement intérieur pour y mettre fin. Le Concédant ne prendra aucune mesure d'interruption de l'accès aux éléments sous Licence sans accorder un préavis de 10 jours [à l'Abonné] afin de permettre à ce dernier de faire de son mieux pour que l'usage abusif cesse, sauf en cas de faute, manquement ou négligence de la part de [l'Abonné].

7.2 [L'Abonné] informera les Utilisateurs autorisés des droits de propriété intellectuelle applicables ou de tout autre droit s'appliquant aux Éléments sous Licence. [L'Abonné] fera de son mieux pour empêcher la contrefaçon de tout droit de propriété intellectuelle ou toute autre atteinte à d'autres droits du Concédant relatif aux Éléments sous Licence. [L'Abonné] rendra compte rapidement au Concédant de toute contrefaçon ou autre atteinte à un droit dont il s'apercevra et contribuera à prendre des mesures appropriées pour éviter toute récidive. Le Concédant ne prendra aucune mesure d'interruption de l'accès aux éléments sous Licence sans accorder un préavis de 10 jours [à l'Abonné] afin de permettre à ce dernier de faire de son mieux pour que l'usage abusif cesse, sauf en cas de faute, manquement ou négligence de la part de [l'Abonné].

Article 8. PRIX ET FACTURATION

8.1 [L'Abonné] s'engage à rétribuer le Concédant en contrepartie de la licence accordée aux termes du présent contrat.

8.2 Conditions de Règlement

L'Abonné règlera la facture en faveur du Concédant dans un délai conforme à la réglementation applicable établissement client. En cas de défaut de paiement de la part de l'Abonné, ce dernier sera autorisé à suspendre l'accès [de l'Abonné] aux éléments sous Licence jusqu'à ce que les montants non payés et dus au titre de cette facture aient été réglés.

Le Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 légifère sur la dématérialisation des factures transmises notamment aux organismes publics français. Il rend obligatoire, pour tout contrat en cours d'exécution et pour toute entreprise à compter du 01/01/2020, le dépôt des factures sur le portail national Chorus Pro, plateforme gratuite.

Pour tout renseignement : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>
https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1&lang=fr_FR

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique (virement avec mandatement à 30 jours maximum).

8.3 Retard de paiement

Tout retard de paiement entraînera sans aucune formalité le versement de pénalités conformément à la réglementation applicable ainsi qu'à une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

8.4 Toutes sommes dues par l'Abonné au titre des présentes s'entendent hors taxes sur les ventes et l'utilisation, retenue à la source, taxe sur la valeur ajoutée ou impôts similaires, charges ou prélèvements administratifs ou autres prélèvements, lesquels incomberont uniquement à l'Abonné.

Pour recevoir des factures hors taxe, l'Abonné a l'obligation de fournir au Concédant son numéro d'identification de TVA intracommunautaire et son attestation d'immatriculation fiscale, prouvant que l'Abonné est considéré comme une entreprise redevable de la TVA dans son pays européen de résidence.

Article 9. DUREE ET RESILIATION

9.1. La durée de ce contrat est de un an à compter du [DATE] et jusqu'au [DATE].

9.2. Le présent contrat peut être résilié :

- De plein droit à tout moment par l'une ou l'autre des parties en cas d'inexécution d'une des obligations à la charge de l'autre partie. La Partie lésée pourra demander à la partie fautive le versement d'une indemnité, en cas de faute répétée de cette dernière.

Cette résiliation ne devient effective que deux semaines après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que, durant ce délai, la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

- De plein droit en cas de liquidation judiciaire, ce sans indemnité.

- De plein droit en cas de redressement judiciaire, ce sans indemnité, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du titulaire.

Dans cette hypothèse, [l'Abonné] peut accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

[L'Abonné] se réserve le droit de résilier le présent contrat dans les trente (30) jours suivant l'établissement du budget de l'établissement pour l'année civile suivante ou pour les années suivantes dans les limites concordantes si le(s) budget(s) se traduit par une perte significative du soutien financier grâce auquel l'abonné entendait honorer le paiement du présent contrat. Dans le cadre d'un groupement de commandes, le montant correspondant à l'abonné ne pourra être réparti sur les autres membres du groupement de commandes mais sera retranché de la facture globale.

9.3 À la résiliation de ce contrat pour des motifs justifiés, il sera mis un terme à l'accès en ligne aux Éléments sous Licence par [l'Abonné] et ses Utilisateurs autorisés.

Article 10. DÉCLARATIONS, GARANTIES ET INDEMNITÉS

Le Concédant ne pourra être tenu pour responsable d'aucune réclamation, perte ou responsabilité imputable à des erreurs, inexactitudes ou autres défauts contenus dans les Éléments sous Licence ou toute partie de ceux-ci dus à tout acte ou omission ou (dans les limites maximum permises par les lois applicables) toute négligence et LES DEUX PARTIES EXCLUENT EXPRESSEMENT TOUTE RESPONSABILITE POUR INEXECUTION DE TOUTE GARANTIE IMPLICITE OU EXPLICITE CONCERNANT TOUT TITRE DE PROPRIETE, TOUTE QUALITE MARCHANDE OU CONVENANCE A UNE FIN PARTICULIERE , DE MEME LE CONCEDANT NE SERA PAS TENU POUR RESPONSABLE POUR TOUT DOMMAGE DIRECT OU INDIRECT, FORTUIT, SPECIAL OU PUNITIF DECOULANT DE L'UTILISATION DES ÉLÉMENTS SOUS LICENCE.

Article 11. MARQUES COMMERCIALES DU CONCEDANT

11.1 Pendant la durée de ce contrat, aucun usage de toutes marques commerciales, logos et colophons appartenant à ou détenus sous licence par le Concédant n'est autorisé à l'[Abonné] ou ses Utilisateurs autorisés sans l'accord préalable et exprès du Concédant.

11.2 Tous droits concernant les titres de publication, marques commerciales, logos, nom de société et colophons sont réservés expressément et exclusivement.

Article 12. GENERALITES

12.1 [L'Abonné] ne peut pas transférer ou céder, directement ou indirectement, tout ou partie des droits ou obligations au titre de ce contrat.

12.2.2 L'Abonné peut transférer ses droits et obligations au titre du présent contrat dans le cadre de toute opération de réorganisation (fusions, scissions, changements de noms) de l'Abonné pour laquelle la loi ou la réglementation applicable prévoit le transfert automatique des droits et obligations de l'Abonné, étant précisé que dans l'hypothèse où un tel transfert entraînerait une modification de périmètre, le transfert nécessitera un avenant au présent contrat déterminant les conséquences de ce transfert.

12.3 Force majeure : L'inexécution par le Concédant de toute modalité ou condition de ce contrat du fait de circonstances indépendantes de sa volonté telles que, sans limitation, la guerre, les grèves, les incendies, les inondations, les restrictions gouvernementales, les pannes de courant ou un endommagement ou une destruction de toutes installations de réseau ou serveurs, ne sera pas considérée comme une inexécution de ce contrat.

12.4 Si l'une ou plusieurs des dispositions du présent contrat sont jugées nulles, illicites ou inapplicables pour quelque raison que ce soit, une telle nullité, illégalité ou inapplicabilité n'affecteront aucune autre disposition de ce contrat et ce contrat sera interprété comme si lesdites conditions nulles, illégales ou inapplicables n'en avaient jamais fait partie, à moins que la suppression de cette ou ces dispositions n'ait pour résultat un changement substantiel tel qu'il ferait que l'exécution des transactions envisagées aux termes des présentes impliquerait une modification substantielle de l'économie du contrat.

12.5 Juridiction compétente : Les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable à leur litige. Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français et sont de la compétence :

- du Tribunal Administratif (TA) du siège du demandeur s'il est un établissement relevant du secteur public
- du tribunal français compétent dans le ressort de la Cour d'appel de Paris, s'il est un établissement privé

12.6 Aucune modification ou renonciation invoquée à toute disposition de ce contrat ne sera valable sauf si elle a la forme d'un avenant écrit signé par des mandataires autorisés du Concédant et [de l'Abonné].

12.7 Toute renonciation à l'une des dispositions des présentes ne sera pas considérée comme une renonciation à toute autre disposition des présentes, de même la renonciation à toute inexécution de ce contrat ne sera pas interprétée comme une renonciation continue à d'autres inexécutions de la même ou d'autres dispositions de ce contrat.

Article 13 : LIBERTE D'INFORMATION, CONFIDENTIALITE

Les parties respecteront la réglementation européenne et française afférente à la liberté d'information, et notamment, concernant les établissements abonnés relevant du secteur public, les stipulations du Code des relations entre le public et l'administration. Les parties reconnaissent comme confidentielles les

seules données relevant des exceptions dûment mentionnées par la réglementation française en vigueur au titre de l'atteinte aux intérêts financiers du titulaire et du secret des affaires.

Fait en [X] exemplaires originaux,

EN FOI DE QUOI, les parties ont demandé à leurs représentants dûment autorisés de signer ce contrat, à la date mentionnée ci-dessous.

Abonné : _____

Signature :

Délégation _____

Nom _____

Titre : _____

À [LIEU], le :

Date : _____

Concédant :

Signature : _____

Nom :

Titre :

Date :

Dispositions à ajouter à la licence :

A ajouter dans les obligations :

Annexe 1 : Modalités et conditions tarifaires

Le contrat de licence entre [l'Abonné] et le concédant est établi pour une durée de un an à compter du [DATE] (ci-après appelée « date d'entrée en vigueur »).

A.1. Redevance de licence

A.1.1. La redevance de licence payable au Concédant pour l'accès en ligne aux Éléments sous Licence énumérés dans l'Annexe 2 est calculée de la façon suivante :

[...]

A.1.2 Les prix s'entendent hors taxe

A.1.3 Augmentation annuelle maximum

L'augmentation annuelle maximum est de 2%

A.2. Paiement des redevances

A.2.1. Le paiement de la redevance décrite à la clause A.1 habilite le ou les site(s) [de l'Abonné], tels qu'énumérés dans l'Annexe 3, à accéder électroniquement aux éléments énumérés dans l'Annexe 2.

A.2.2. Le Concédant facturera directement à l'Abonné toutes les redevances.

ANNEXE 2. Liste des Éléments sous Licence – Souscrits

Intégralité des contenus du site www.mediapart.fr

ANNEXE 3 : Description du ou des site(s) [de l'Abonné]

Les établissements suivants seront pourvus des accès aux éléments sous licence énumérés en Annexe 2.

Nom Adresse Contact E-mail Adresses IP